

RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION FISAC SAINT-GILLES- LES-BAINS

PROGRAMME VALORISATION DE SAINT-GILLES-LES-BAINS

2023 -2024



Table des matières

INTRODUCTION.....	3
Article 1 : Présentation du périmètre d'application du dispositif FISAC.....	3
Article 2 : Les entreprises éligibles.....	4
Article 3 : Les travaux éligibles.....	4
Article 4 : Caractéristiques de l'aide accordée aux entreprises.....	4
Article 5 : Modalités d'attribution des subventions.....	5
Article 6 : Délais de réalisation des travaux.....	6
Article 7 : Modalité de paiement de la subvention FISAC.....	7
Article 8 : Engagement des entreprises bénéficiaires des aides directes.....	8
Article 9 : Modification du règlement.....	8
Article 10 : Dispositions particulières.....	8

INTRODUCTION

Le FISAC est un dispositif d'accompagnement et de financement qui vise à redynamiser le commerce, les services et l'artisanat. Avec la mise en place d'un FISAC sur le périmètre de Saint-Gilles-Les-Bains, la ville de Saint-Paul, L'Etat, la Région Réunion, la CCIR, la CMAR, le TCO, l'OTI Ouest et l'APSGLB souhaitent apporter leur soutien aux entreprises artisanales et commerciales dans leurs projets de travaux de rénovation et de modernisation. L'objectif visé par la Ville de Saint-Paul est d'aider les entreprises artisanales et commerciales à s'adapter aux mutations de leur environnement économique et d'assurer à plus long terme le maintien et le développement d'activités économiques saines sur son territoire ainsi que le maintien et le développement de l'emploi.

Cette aide est effective jusqu'à épuisement de l'enveloppe financière prévue pour les investissements de rénovation et de modernisation des commerces.

Article 1 : Présentation du périmètre d'application du dispositif FISAC

Les entreprises commerciales, artisanales et de services souhaitant bénéficier des aides FISAC doivent être implantées et exercer leur activité dans le périmètre FISAC retenu :

- au Nord par le rond-point de la route Nationale 1 et la rue Général de Gaulle ;
- au sud par l'intersection de la rue Général de Gaulle et la route Nationale 1 ;
- à l'ouest par la Ravine Saint-Gilles et la plage des Roches Noires ;
- enfin à l'Est par la Route National 1 ;



Article 2 : Les entreprises éligibles

- Les entreprises commerciales, artisanales et de services.
- Entreprises inscrites au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des Métiers, sans interruption depuis plus de 2ans.
- L'entreprise doit être à jour de ses cotisations sociales et fiscales ou présenter un plan d'apurement.
- Le chiffre d'affaires H.T doit être inférieur à 1 million € (calculé sur la moyenne des 3 derniers bilans).
- La surface de vente doit être inférieure à 400m².
- Les cafés, de même les restaurants (hors gastronomique).

Liste indicative et non exhaustive :

- Les pharmacies, parapharmacies et professions libérales.
- Les banques et établissements de crédits, assurances, agences de voyages, agences immobilières.
- Les activités liées au tourisme (hôtels, camping, restaurants gastronomiques...)
- Les entreprises disposant d'un bail précaire.

Article 3 : Les travaux éligibles

- Rénovation des façades et vitrines commerciales.
- Les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.
- Les travaux de modernisation de l'espace de vente et d'accueil des clients.
- Les investissements de mise en sécurité : alarme, vidéosurveillance, rideau de protection ajouré ou vitrage anti-infraction.

Ne sont pas éligibles :

Liste indicative et non exhaustive :

- Les travaux sur les espaces de stockage, entrepôts, toiture, étanchéité.
- Les travaux engagés sur des bâtiments ou locaux dont le propriétaire est une collectivité locale (mairies, Région, Département...)
- Les investissements de production.
- L'auto construction ou l'auto aménagement.

Article 4 : Caractéristiques de l'aide accordée aux entreprises

L'aide répond aux fiches actions suivantes :

Fiche action 1.4 : Moderniser les points de vente : Aide à la modernisation des entreprises

L'aide financière à la rénovation des unités marchandes représente 70% du coût des investissements, la part d'autofinancement des entreprises étant de 30%.

Financements :

VILLE DE SAINT-PAUL : 40%

REGION REUNION : 30%

ENTREPRISE : 30 %

Le montant des dépenses subventionnables

Plancher : 5000€

Plafond : 30 000€

Fiche action 1.3 : Moderniser les points de vente : Aide au conseil des unités commerciales

L'aide au conseil d'aménagement commercial est subventionné à 100 %.

Forfait de 2400€ HT

Article 5 : Modalités d'attribution des subventions

Étape 1 – Dépôt de la lettre d'intention au service dynamisation de la Ville de Saint-Paul (modèle de lettre d'intention proposée).

Suite au dépôt de la lettre d'intention les porteurs de projets pourront retirer leur dossier demande soit :

- sur le site internet de la Ville de Saint-Paul.
- directement à la Direction de la Valorisation Économique et Touristique
- via une demande mail au développeur FISAC (présenté ci-dessous).

Contact :

Service Dynamisation des Centres-Villes.(Ville de Saint-Paul)

Place du Général de Gaule

97460 Saint-Paul

Contact : M. MAYANDY DAYARAJA

Dayaraja.mayandy@mairie-saintpaul.fr

Composition du dossier FISAC :

1. Dossier de demande de subvention FISAC Saint-Gilles-les-Bains
2. Liste des documents à joindre + les divers documents liés au travaux à joindre (CERFA/notices)
3. Règlement FISAC Saint-Gilles-les-Bains

4. Procédure d'instruction du dossier FISAC Saint-Gilles-les-Bains

Etape 2 – Instruction du dossier FISAC

L'instruction du dossier FISAC se fait en trois temps :

1. Le service dynamisation des centres-villes et la direction des subventions de la ville, vérifient que le dossier est complet puis instruit le dossier sur la pertinence économique et financière du projet.
2. Le Comité Technique instruit le dossier afin de vérifier l'adéquation du projet de rénovation / modernisation avec les exigences du FISAC Saint-Gilles-les-Bains.
3. Le Comité de Pilotage valide l'éligibilité du dossier / Il se réserve le droit d'attribution selon l'ordre d'arrivée des candidatures, la pertinence du projet et des travaux la disponibilité des fonds dédiés à la rénovation et à la modernisation des commerces.

Après validation des dossiers, le Comité de Pilotage notifiera par courrier l'avis et le montant de la subvention accordée au demandeur, ainsi que la liste des devis pris en compte.

Une présentation des dossiers validés sera effectuée pour délibération au Conseil Municipal de la Ville et Signature des conventions Ville/ Entreprise.

Article 6 : Délais de réalisation des travaux

Les travaux devront impérativement être réalisés dans le délai indiqué par le service économique, à compter de la notification de l'octroi de la subvention à défaut, la subvention sera annulée.

Aucune prorogation ne pourra être accordée. Les travaux réalisés au-delà de ce délai ne seront pas pris en compte dans le calcul du montant final de la subvention attribuée.

Toutefois, en cas de force majeure dûment justifiée par le demandeur, le Comité de Pilotage se prononcera sur la prise en compte ou non, d'une réalisation tardive des travaux concernés par la subvention.

Article 7 : Modalité de paiement de la subvention FISAC

Les entreprises ne doivent pas commencer les travaux avant d'avoir reçu la notification d'attribution de la subvention du Comité de Pilotage.

La subvention sera versée à l'intéressé en une seule fois, après le contrôle de la réalisation des investissements et la fourniture de l'ensemble des factures acquittées conformément aux devis présentés initialement.

Si le montant des factures présentées par l'entreprise est supérieur au montant des devis constitutifs du dossier de subvention, l'entreprise ne pourra en aucun cas demander une réévaluation de la subvention à la hausse.

De même, si l'entreprise ajoute des prestations de travaux qui n'ont pas été mentionnées dans le dossier de subvention initial, ces montants ne seront pas pris en compte dans le versement de la subvention.

Si le montant des factures acquittées présentées est inférieur au montant des devis, la subvention sera révisée au prorata du montant réalisé.

Dans le cas d'une résiliation partielle du projet, ou de réalisation non conforme au projet initial, l'entreprise sera considérée comme n'ayant pas rempli ses obligations, et le comité d'attribution se réserve le droit de refuser tout ou partie du versement de la subvention initialement attribuée

Pièces à fournir après la réalisation des travaux :

- Une lettre de demande de versement de la subvention comportant une attestation de bonne fin de réalisation.
- Un relevé d'identité bancaire ou postal original.
- Un récapitulatif des factures visées par le comptable avec la liste des travaux subventionnés.
- Les factures acquittées qui devront faire apparaître :
 - Le nom du bénéficiaire de la subvention et son adresse complète
 - Le libellé précis et le détail des fournitures et des travaux réalisés
 - Les dates de livraison des fournitures et des travaux
 - Les dates de facturation
 - Le montant, HT, la TVA et le montant TTC
 - Numéro de chèque, date d'acquittement des factures (relevés de banque)
- Preuve de paiement (relevé bancaire, justificatif d'ordre de virement)
- Les documents d'Urbanisme et de Réglementation appropriés (déclaration préalable de travaux, autorisation de travaux ...)
- Prise de photos avant et après travaux.

Ne seront pas admis :

- les tickets et bons de caisse.
- les factures libellées à une autre personne/structure que le bénéficiaire officiel de la subvention.
- les factures illisibles.
- les attestations de factures.
- les paiements par compensation de factures.
- les paiements en espèces.

Article 8 : Engagement des entreprises bénéficiaires des aides directes

L'entreprise qui bénéficie d'une subvention dans le cadre de l'opération collective s'engage à :

- assurer la publicité de l'aide accordée par l'Etat au travers du FISAC et par les autres financeurs

- donner accès à toutes les informations utiles sur l'opération aidée afin d'évaluer les effets ou l'impact de l'opération sur une période deux ans
- avertir le maître d'ouvrage en cas de transmission, cessation, modification d'activité dans un délai de trois ans à partir de la notification de l'aide octroyée

Article 9 : Modification du règlement

Le Comité de pilotage se réserve la possibilité de modifier le présent règlement par avenant.

Article 10 : Dispositions particulières

En cas de revente du bien subventionné, à une finalité autre que commerciale, dans un délai de trois ans, l'entreprise s'engage à reverser la subvention aux financeurs publics en totalité.

Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par le Comité de Pilotage.

Le __ / __ / ____

À _____

Signature et cachet de l'entreprise
(précédés de la mention lu et approuvé)